

augmentations de salaires. Quand il y a quelques réticences, le pouvoir utilise le point faible des bureaucraties syndicales, leur caractère réformiste et capitulaire en brandissant la menace de répression, en dramatisant les conflits sociaux (exemple, grève EDF) pour faire reculer les directions syndicales sur des positions intégrationnistes. Ainsi peu à peu, le pouvoir arrive à redélimiter le champ d'intervention syndical dans un cadre beaucoup plus restreint que par le passé, visant à créer une nouvelle légalité plus intégrationniste des rapports patrons-syndicats.

La répression policière s'abattant sur toute forme de lutte extérieure à ce type de légalité (occupations, séquestration,...) et sur les forces politiques qui les soutiennent et les popularisent : les groupes révolutionnaires, ou qui peuvent les susciter à titre d'exemple : mouvement de la jeunesse scolarisée, travailleurs indépendants, etc...

L'aggravation des conflits sociaux peut dans l'avenir aboutir à une intensification de cette répression sélective sans pour autant aboutir à un système fasciste dont la grande bourgeoisie n'a nul besoin dans l'immédiat. Cependant elle peut être amenée à utiliser de plus en plus les groupes fascistes aujourd'hui très faibles, de façon à créer un climat de tension permanent entre les « forces extrémistes » (cf. l'exemple de l'Italie). Dramatiser certaines situations comme elle l'a fait en gonflant les actions de « résistance » des Maos, permettait à la bourgeoisie d'utiliser une fois de plus le chantage de la peur, du « désordre » avec pour objectif de retrouver par ce biais la confiance des couches moyennes. Un autre avantage pour la bourgeoisie pouvant être d'utiliser les groupes fascistes comme une sorte de police supplétive non officielle contre les groupes révolutionnaires et l'avant-garde ouvrière. En effet la dissolution légale de toute l'extrême-gauche révolutionnaire est une opération toujours possible, mais peu profitable pour le pouvoir dans le climat actuel.

Cette politique d'ensemble, à courte vue piétine d'autant plus que la bourgeoisie n'a pas pour l'instant de véritable solution de rechange.

La volonté « d'ouverture » de l'UDR est une impasse car l'élargissement au sommet de l'actuelle majorité ne recoupe pas un élargissement des bases sociales du régime. En outre, une alternative de « gauche » de type social-démocrate est désormais impossible en France vu le peu d'intérêt que représente pour la bourgeoisie un Parti Socialiste sans emprise sur la classe ouvrière, à la différence des autres pays d'Europe Occidentale.

Dans une situation politique aussi instable, le rôle de la classe ouvrière pourrait être déterminant si elle avait des perspectives politiques ; mais malheureusement, la force de la bourgeoisie est liée à l'absence totale d'initiative des organisations ouvrières, elles mêmes pétries de contradictions.

*** Des luttes ouvrières dures mais dispersées et sans perspectives.**

C'est cette caractéristique qui a dominé les luttes des deux dernières années. Luttes sectorielles touchant des secteurs d'activités en déclin menacés par des licenciements (mines, métallurgie, sidérurgie, textile) ou luttes du secteur public visant à un rattrapage des salaires par rapport au privé ou à la garantie de l'emploi dans les branches en voie de « rentabilisation ».

Ces luttes partielles se sont souvent organisées avec occupations des locaux, et parfois à travers des actions

remettant directement en cause l'autorité patronale (Faulquemont, Batignoles). Dans les secteurs très retardés, pratiquement la combativité n'a pas toujours été de pair avec la radicalisation politique.

Après quelques mois d'hésitations, la direction de la CGT a accepté la politique des contrats de progrès dans la mesure où le pouvoir a eu l'habileté de retirer la clause politique de limitation du droit de grève. Dans ce domaine, le pouvoir a obtenu une première victoire. Cependant dans les entreprises, les bureaucraties syndicales sont de plus en plus soumises à la pression des travailleurs extrêmement combattifs, ce qui permet parfois à la CFDT d'apparaître localement plus radicale au début du mouvement quitte, par la suite, à capituler elle aussi.

Les récentes élections montrent à l'échelle nationale un renforcement continu de la CGT au détriment de la CFDT qui a déçu aujourd'hui sur le plan national bon nombre de jeunes travailleurs qui croyaient après Mai 68 y trouver une centrale plus dure que la CGT. Les exceptions comme aux PTT existent là où réellement la CFDT a développé des positions gauches. Dans l'ensemble, les dernières élections professionnelles peuvent être caractérisées comme la marque d'une radicalisation de la classe ouvrière. Sur le plan local, les dernières luttes ont montré à la fois de la part des travailleurs une plus grande réceptivité à nos idées et même à notre intervention en tant que Ligue, mais de la part de la CGT une volonté de laisser tomber presque systématiquement chaque lutte cataloguée comme gauchiste. Exemple : Mammouth, Jeune Afrique, etc...

*** Les solutions politiques.**

Le fait que tous les problèmes posés aujourd'hui concernent de près ou de loin le type de société, permettant ainsi d'aborder la question du pouvoir, est admis par tout le monde. Les syndicats et le PC ne peuvent plus esquiver ce domaine et doivent donner des réponses. Toute la campagne de meetings du PCF et de la CGT allait dans ce sens. Cependant, le peu de résultats de la pratique d'union de la gauche depuis 1968 fait que la perspective de « démocratie avancée » reste toujours aussi abstraite et peu crédible aux yeux des travailleurs qui continuent dans leur majorité à faire confiance au PCF comme à un outil de défense de classe quotidienne beaucoup plus que comme un instrument de prise du pouvoir. La politique réformiste du PC, ses méthodes bureaucratiques au sein des syndicats, les événements de Tchécoslovaquie ou de Pologne continuent cependant à éroder progressivement et lentement son influence dans la jeunesse scolarisée, chez les enseignants, et dans certains secteurs de la classe ouvrière. Le malaise permanent qui règne en son sein, peut au plus aboutir à des crises locales comme à Auxerre ou à Carcassonne, mais ne peut déboucher sur des clivages nationaux comme en a témoigné récemment l'affaire Garaudy. La seule question à l'ordre du jour, c'est la constitution d'une organisation révolutionnaire suffisamment crédible pour apparaître comme une alternative valable aux yeux de militants critiques. Dans ce domaine, on ne doit pas attendre de profonds bouleversements dans ce parti. Par contre une réorganisation de la gauche social-démocrate est en cours.

Une aile du PS a déjà commencé à quitter le parti et louche vers un regroupement avec les centristes, tandis que l'opération de fusion avec la Convention, Objectif 71 et la droite aujourd'hui inactive du PSU peut